



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: [Publication](#) [NBB.Stat](#) [Information générale](#)

La croissance économique se chiffre à 0,2 % au premier trimestre de 2016

Sur l'ensemble de l'année 2015, le PIB a progressé de 1,4 %

Ce jeudi 28 avril 2016, l'Institut des comptes nationaux (ICN) publie le résultat de l'estimation « flash » de la croissance économique au premier trimestre de 2016. Simultanément, il publie une version révisée des comptes des quatre trimestres de 2015, qui intègre notamment les données récemment publiées relatives aux comptes des administrations publiques et à la balance des paiements.

Il convient de noter que, afin de se conformer aux meilleures pratiques européennes, il a été décidé de revoir les comptes des [administrations publiques](#) des trois dernières années pour lesquelles des chiffres annuels ont déjà été publiés. Ces modifications ont été intégrées dans la présente publication des comptes trimestriels.

1. Estimation « flash » de la croissance économique au premier trimestre de 2016

Selon l'estimation « flash » du produit intérieur brut (PIB) en volume et corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, l'activité économique au premier trimestre de 2016 a affiché une croissance de 0,2 % par rapport au trimestre précédent. Comparé au premier trimestre de 2015, le PIB a progressé de 1,5 %.

2. Comptes du quatrième trimestre de 2015

Au quatrième trimestre de 2015, le PIB en volume, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a gonflé de 0,5 % par rapport au trimestre précédent. Sur une base annuelle, cela représente une croissance de 1,5 %, contre 1,3 % au troisième trimestre.

Comparativement au trimestre précédent, la valeur ajoutée a progressé dans toutes les branches d'activité: elle a crû de 0,8 % dans l'industrie, de 1,4 % dans la construction et de 0,4 % dans les services. Dans l'industrie, la hausse a été plus marquée que les trimestres précédents. Cela est à mettre à l'actif du secteur énergétique, dont l'activité s'est sensiblement accélérée au quatrième trimestre de 2015.

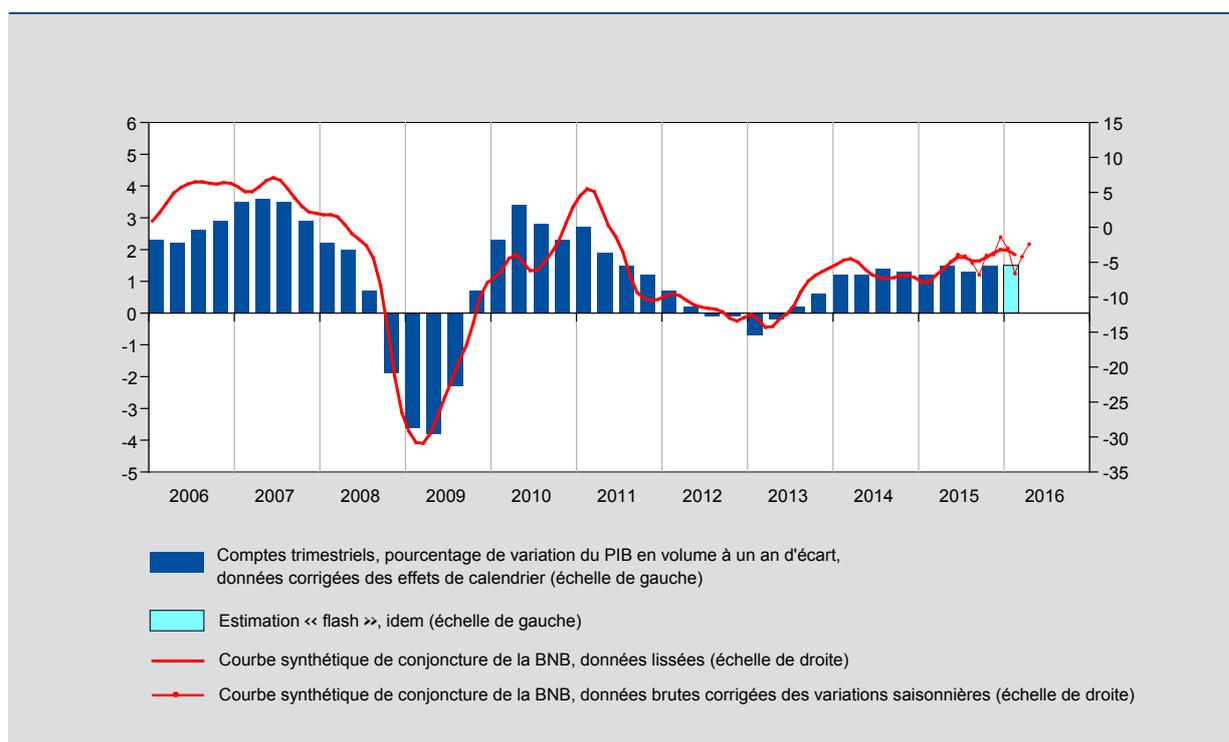
Les dépenses de consommation des ménages (+0,4 %) et des administrations publiques (+0,1 %) se sont redressées, tout comme les investissements des entreprises (+3,1 %) et des ménages (+3,6 %). Les investissements du secteur public se sont en revanche contractés de 1,5 %.

Au total, la demande intérieure (hors stocks) a grimpé de 0,9 %.

La demande extérieure s'est elle aussi inscrite en hausse. Les exportations de biens et de services ont rebondi de 1,6 %. Le raffermissement des importations a été encore plus prononcé (+2,0 %), de sorte que la contribution des exportations nettes à la croissance a été négative (-0,2 point de pourcentage).

L'emploi intérieur a augmenté de 0,1 % par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'évolution positive de l'emploi salarié dans le secteur de la santé et de l'action sociale ainsi que dans l'emploi indépendant. Le volume de travail des salariés a affiché une progression de 0,5 % par rapport au trimestre précédent.

GRAPHIQUE 1 PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE



Source : ICN.

AGRÉGATS TRIMESTRIELS

PIB, ÉVOLUTIONS TRIMESTRIELLES EN VOLUME

(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

	Pourcentages de variation par rapport au	
	trimestre correspondant de l'année précédente	trimestre précédent
2013 I	-0,7	-0,2
II	-0,2	0,2
III	0,2	0,3
IV	0,6	0,4
2014 I	1,2	0,4
II	1,2	0,2
III	1,4	0,4
IV	1,3	0,3
2015 I	1,2	0,3
II	1,5	0,5
III	1,3	0,2
IV	1,5	0,5
2016 I	1,5	0,2

PRINCIPALES COMPOSANTES

(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2014				2015			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1. Valeur ajoutée								
Industrie	0,0	-0,3	1,2	-0,6	-0,2	0,4	0,2	0,8
Construction	3,1	-1,4	0,1	1,0	-0,1	1,3	0,8	1,4
Services	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,5	0,1	0,4
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,0	0,4	-0,1	0,1	0,8	0,6	-0,3	0,4
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,2	0,3	0,1	0,4	0,1	-0,2	-0,3	0,1
Formation brute de capital fixe totale	2,6	1,8	7,1	-4,9	9,1	-10,4	2,0	2,7
Entreprises	2,7	1,6	10,6	-7,7	14,2	-14,0	2,0	3,1
Logements	3,2	2,2	-0,1	1,4	-0,8	-1,7	1,7	3,6
Administrations publiques	0,2	2,1	0,4	1,1	-1,2	-2,6	2,8	-1,5
Demande intérieure (hors stocks)	0,6	0,7	1,6	-1,1	2,6	-2,3	0,3	0,9
Variations des stocks (2)	-0,2	-0,1	0,3	-0,2	0,2	0,3	-0,1	-0,1
Exportations de biens et de services	0,9	1,9	0,9	0,8	0,9	1,5	1,6	1,6
Importations de biens et de services	0,9	2,3	2,7	-1,0	3,9	-1,5	1,6	2,0
Exportations nettes de biens et de services (2)	0,0	-0,3	-1,5	1,5	-2,5	2,6	0,0	-0,2
3. Marché du travail								
Nombre total de travailleurs	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,4	0,1
Volume de travail des salariés	0,4	-0,5	0,0	0,0	0,9	-0,3	0,0	0,5

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation du PIB.

3. Comptes de l'ensemble de l'année 2015

Sur l'ensemble de l'année 2015, le PIB en volume, corrigé des effets de calendrier, s'est accru de 1,4 %, après avoir grimpé de 1,3 % en 2014.

La valeur ajoutée dans les services a enregistré une croissance de 1,6 %, soit un rebond plus marqué qu'en 2014 (+1,0 %). Dans l'industrie, en revanche, on a observé une dynamique inverse, avec une hausse de la valeur ajoutée de 0,4 % en 2015, contre 1,7 % en 2014. Le rythme s'est également ralenti dans la construction, retombant de 3,3 % en 2014 à 2,0 % en 2015.

La demande intérieure hors stocks a augmenté de 1,3 % en 2015, portée par les dépenses de consommation du secteur privé et par les investissements des entreprises, qui ont gonflé de respectivement 1,3 et 3,3 %. La consommation des administrations publiques a affiché une légère progression de 0,2 %. Les investissements des ménages en logement ont aussi crû de 1,2 %, tandis que les investissements des administrations publiques ont diminué de 0,6 %. La croissance de la formation de capital fixe totale s'est établie à 2,3 %.

La demande extérieure s'est également redressée en 2015. La croissance du volume des exportations de biens et de services s'est élevée à 4,8 % en 2015, contre 5,4 % en 2014. Cette hausse des exportations en 2015 a néanmoins été inférieure à celle des importations (+5,2 %), de sorte que les exportations nettes de biens et de services ont apporté une contribution négative de 0,3 point de pourcentage à la croissance du PIB.

La contribution des variations des stocks à la croissance du PIB s'est chiffrée à 0,4 point de pourcentage en 2015, contre -0,2 point de pourcentage en 2014.

Sur l'ensemble de l'année 2015, l'emploi intérieur s'est raffermi de 0,9 % (+41 400 personnes), après avoir crû de 0,3 % (+15 600 personnes) en 2014. Le nombre d'heures ouvrées par les salariés a augmenté de 0,6 % en 2015, contre 0,3 % en 2014.

AGRÉGATS ANNUELS

PIB, ÉVOLUTIONS ANNUELLES EN VOLUME

(pourcentages de variation, données corrigées des effets de calendrier)

2012	0,2
2013	0,0
2014	1,3
2015	1,4

PRINCIPALES COMPOSANTES

(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, données corrigées des effets de calendrier)

	2012	2013	2014	2015	p.m. 2015 bruts (3)
1. Valeur ajoutée					
Industrie	-1,5	0,9	1,7	0,4	0,4
Construction	0,8	-1,5	3,3	2,0	2,0
Services	0,4	0,0	1,0	1,6	1,6
2. Dépenses					
Dépenses de consommation privée (1)	0,6	0,9	0,4	1,3	1,3
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1,5	-0,1	0,3	0,2	0,2
Formation brute de capital fixe totale	0,2	-1,7	7,0	2,3	2,4
Entreprises	0,0	-0,5	8,0	3,3	3,3
Logements	-0,1	-4,1	5,7	1,2	1,2
Administrations publiques	2,2	-3,9	3,2	-0,6	-0,6
Demande intérieure (hors stocks)	0,7	0,0	1,8	1,3	1,3
Variations des stocks (2)	-0,9	-0,7	-0,2	0,4	0,3
Exportations de biens et de services	1,8	1,6	5,4	4,8	4,9
Importations de biens et de services	1,4	0,8	5,9	5,2	5,2
Exportations nettes de biens et de services (2)	0,3	0,7	-0,4	-0,3	-0,2
3. Marché du travail					
Nombre total de travailleurs	0,4	-0,4	0,3	0,9	0,9
Volume de travail des salariés	0,3	-0,8	0,3	0,6	0,6

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation du PIB.

(3) Bruts: données non corrigées des effets de calendrier.